

## Principaux enseignements

### 1. Des soins toujours plus difficiles d'accès, avec un renoncement en forte hausse

Alors que le gouvernement a annoncé, le 25 juin, un plan d'économies de 1,7 milliard d'euros sur les dépenses de santé, les Français expriment une inquiétude croissante : l'accès aux soins se dégrade, le reste à charge s'alourdit, et la confiance dans la Sécurité sociale vacille.

**84% déclarent avoir eu des difficultés à consulter un spécialiste rapidement**, soit une hausse de 7 points en un an. Et ce n'est pas uniquement un problème rural : les habitants des grandes villes, y compris en agglomération parisienne, rencontrent aussi ces difficultés. Pour les généralistes, **41% peinent à obtenir un rendez-vous rapide** (+3 points). Ici, l'écart est très net selon le lieu de résidence : **près de 20 points de difficultés supplémentaires** pour les ruraux et les habitants de petites agglomérations comparés aux habitants de l'agglomération parisienne.

Conséquence directe de ces tensions d'accès : **58% des Français ont dû renoncer à des soins au cours des 12 derniers mois faute de rendez-vous rapide**, un chiffre en hausse de 5 points par rapport à 2024. La problématique d'accès aux médecins est d'ailleurs **jugée prioritaire par 89% des Français**.

### 2. Le reste à charge explose et les anticipations sont encore plus sombres

**71% des Français affirment que leur reste à charge a augmenté** ces dernières années, soit une progression spectaculaire de **8 points en un an**. Et l'avenir ne rassure pas : **91% anticipent une nouvelle hausse, soit +31 points en 4 ans**.

Tous les postes de soins sont perçus comme plus coûteux, en particulier les **lunettes (74%)**. Les Français voient cette tendance comme durable et inévitable.

### 3. Le déficit de la Sécu est vécu comme une menace existentielle

Le diagnostic est sans appel : **84% des Français estiment que le déficit de la Sécurité sociale met en danger son avenir**, soit **+6 points en un an**. Et **90% anticipent une dégradation des remboursements**, une inquiétude massive qui traverse toutes les générations.

### 4. Les Français rejettent l'austérité et les hausses de cotisations : ils veulent une refonte du système

Face au déficit de la Sécu, les Français **ne veulent ni hausse de cotisations (6%, -5 pts), ni réduction des dépenses (21%)**. À l'inverse, **72% plébiscitent une réorganisation complète du système de santé**, une attente en hausse de 4 points en un an. La logique gestionnaire ou comptable est ainsi largement rejetée au profit d'une transformation structurelle.

## 5. Vieillesse et dépendance : un sentiment d'abandon face à une urgence croissante

**66% des Français se sentent personnellement concernés** par la prise en charge du vieillissement, un chiffre qui atteint **84% chez les 65 ans et plus**. Pourtant, **l'insatisfaction monte en flèche : 70% jugent mauvaise la prise en charge des troubles mentaux**, et **68% celle des personnes âgées**.

La préférence des Français est claire : en cas de perte d'autonomie, **65% souhaitent rester chez eux** (+14 points depuis 2017), loin devant les solutions en établissement spécialisé (**9%**) ou les formules mixtes (**25%**).

En parallèle, **34% des Français ont souscrit ou envisagent de souscrire un contrat de couverture dépendance**, un score en progression (**+4 pts**) qui témoigne de la prise de conscience du risque.

## 6. Prévention : l'alimentation, champ de bataille essentiel de la santé publique

La prévention est jugée **essentielle** par les Français. En particulier, **87% se disent inquiets de la qualité de l'alimentation** pour leur santé, soit **+6 points en un an**. Mais les autres risques environnementaux progressent aussi : pesticides, pollution, bruit, changement climatique.

Sur le podium des priorités en matière de prévention, on trouve :

1. **L'alimentation (37%)**
2. **Le bien vieillir (31%)**
3. **L'activité physique (30%)**

## 7. Les Français prêts à partager leurs données avec des acteurs de confiance

L'adhésion au partage de données de santé progresse : **86% des Français estiment que ces données peuvent être utiles** (+14 points depuis 2017) et **72% accepteraient de les partager**. Mais pas à n'importe qui : la confiance va d'abord aux **professionnels de santé** et aux **mutuelles**, pas aux **pouvoirs publics (hors Sécurité sociale)** ni aux **entreprises privées**.

## 8. Les questions de santé jugées prioritaires... mais absentes du débat politique

Malgré l'importance des enjeux santé à leurs yeux, les Français regrettent leur invisibilité dans le débat public : **64% estiment que les questions de santé sont rarement ou jamais évoquées dans les campagnes électorales**.

Le décalage est donc criant entre les attentes citoyennes et les agendas politiques.

## Synthèse détaillée

### I. Les Français expriment une inquiétude croissante : selon eux, l'accès aux soins se dégrade et le reste à charge s'alourdit

#### 1. Des soins toujours plus difficiles d'accès et un renoncement en forte hausse : les deux tiers des Français ont dû renoncer à des soins au cours des douze derniers mois

Obtenir un rendez-vous avec un infirmier reste relativement aisé pour une majorité de Français (82 % le jugent « facile »). En revanche, l'accès aux médecins spécialistes s'avère nettement plus compliqué, et cette difficulté ne cesse de s'accroître : plus de 8 Français sur 10 (84 %) estiment difficile d'obtenir un rendez-vous rapide avec un spécialiste, soit une hausse de 7 points en un an. Ce problème ne se limite pas aux zones rurales (85 %) : il concerne aussi les habitants des grandes villes (81 %) et même ceux de l'agglomération parisienne (76 %), où une large majorité en fait également l'expérience. L'accès aux médecins généralistes devient lui aussi de plus en plus complexe : 41 % des Français déclarent avoir du mal à obtenir un rendez-vous rapide (+3 points en un an), avec de fortes disparités territoriales. Ainsi, 43 % des ruraux et 42 % des habitants de petites agglomérations rencontrent des difficultés, contre 35 % dans les grandes villes et 25 % dans l'agglomération parisienne.

Le Centre-Val de Loire et l'Auvergne-Rhône-Alpes apparaissent comme les régions les plus touchées : plus d'un habitant sur deux y éprouve des difficultés pour obtenir un rendez-vous rapide avec un médecin généraliste (respectivement 57 % et 54 %). Et la situation s'aggrave : +7 points dans le Centre-Val de Loire et +11 points en Auvergne-Rhône-Alpes. Dans les autres régions, les difficultés sont un peu moins marquées, mais restent significatives. Elles concernent plus de 4 habitants sur 10 dans les Pays de la Loire (46 %), en Occitanie (44 %) et en Bourgogne-Franche-Comté (41 %).

Cette dégradation de l'accès aux soins a des conséquences concrètes : 58 % des Français déclarent avoir dû renoncer à des soins au cours des 12 derniers mois, faute d'avoir pu obtenir un rendez-vous rapidement. Ce chiffre est en hausse de 5 points par rapport à 2024. Si l'on prend en compte l'ensemble des freins, 65 % des Français (+3 points en un an) indiquent avoir renoncé à des soins de santé au cours de la dernière année. Ce renoncement s'explique principalement par des délais d'attente jugés trop longs, mais aussi par l'éloignement des professionnels de santé (35 %, +3 points), ou, plus préoccupant encore, par des raisons financières (35 %), les patients n'ayant pas les moyens de faire face au coût des soins ou au reste à charge.

Certaines catégories sont plus durement touchées : les moins de 25 ans (74 %, soit 9 points de plus que la moyenne) et les femmes (70 %, +5 points). Les inégalités sociales sont particulièrement criantes : les Français les plus modestes (51 %) sont plus de deux fois plus nombreux que les plus aisés (23 %) à renoncer à des soins pour des raisons financières. En Île-de-France, le taux atteint 45 %, soit 10 points au-dessus de la moyenne nationale, avec une hausse de 8 points en un an.

## 2. Un reste à charge qui explose, et des anticipations encore plus sombres

Plus de 7 Français sur 10 (71 %) estiment que leur reste à charge a augmenté ces dernières années, soit une progression spectaculaire de +8 points en un an.

Cette hausse perçue concerne tous les domaines de la santé : lunettes (74 %), soins dentaires (72 %), médicaments sur ordonnance ou consultations médicales (71 %), prothèses auditives (70 %) et frais d'hospitalisation (66 %). Cette perception est en nette augmentation ces dernières années, traduisant une inquiétude croissante face au coût des soins. En 2024, en moyenne, 63 % des Français jugeaient que leur reste à charge avait augmenté au cours des cinq dernières années pour les principaux postes de dépenses. Cette année, bien que la liste soit légèrement différente, ils sont désormais 71 % à en faire le constat. Dans certaines régions comme les Pays de la Loire (76 %), le Grand Est (76 %), la Bretagne (75 %), la Bourgogne-Franche-Comté (72 %) et la Nouvelle-Aquitaine (72 %), les trois quarts des habitants considèrent que le reste à charge a augmenté chez les médecins.

Et les perspectives sont loin d'être rassurantes : 91 % des Français anticipent une nouvelle hausse de leur reste à charge (+6 points en un an). Cette inquiétude s'inscrit dans une dynamique continue : depuis 2021, la part de ceux qui s'attendent à une augmentation a progressé de 31 points. L'avenir semble inéluctablement synonyme de dépenses accrues.

## 3. Davantage de soignants, mieux répartis : des solutions largement plébiscitées pour améliorer les soins en France

Face à ce constat préoccupant, les Français identifient de nombreux leviers d'action jugés importants, voire prioritaires, pour améliorer le système de soins.

En premier lieu, l'augmentation du nombre de médecins et d'hôpitaux est considérée comme essentielle : 97 % des Français la jugent importante, dont 88 % qui estiment qu'elle est prioritaire.

Autres mesures jugées importantes (entre 88 % et 94 %) : la hausse des taux de remboursement, la limitation des prix pour certains produits, la maîtrise des dépassements d'honoraires et la généralisation du tiers payant. De façon générale, toutes les actions proposées recueillent une forte adhésion : en moyenne, 91 % des Français les considèrent comme importantes, et 64 % comme prioritaires, soit 2 points de plus qu'en 2024. Certains profils se montrent encore plus exigeants : en moyenne, 73 % des personnes âgées de 65 ans et plus et 71 % des femmes considèrent qu'il est prioritaire d'agir sur ces mesures (respectivement +9 et +7 points par rapport à la moyenne).

Pour améliorer l'accès aux professionnels de santé, les Français plébiscitent un éventail d'actions : incitatives, organisationnelles, coercitives, mais aussi des mesures de délégation ou d'élargissement des missions. Ainsi, 96 % jugent importantes les mesures incitatives visant à encourager les professionnels à s'installer dans les territoires en manque de personnel médical (dont 80 % les jugent prioritaires). Les dispositifs coercitifs sont également bien accueillis : 86 % les considèrent comme importants, dont 65 % comme prioritaires.

Par ailleurs, les mesures organisationnelles, telles que le développement de structures pluridisciplinaires, rencontrent un fort soutien (94 %, dont 67 % les jugent prioritaires). Les mesures de délégation de tâches aux professionnels paramédicaux (infirmiers,

pharmaciens...) sont jugées importantes par 79 % des Français, mais seules 41 % les estiment prioritaires.

La télémédecine, quant à elle, suscite davantage de réserves : 61 % des Français la jugent importante, mais seulement 23 % prioritaire. En moyenne, 83 % des Français estiment important de mettre en œuvre ces actions, dont 55 % jugent cela prioritaire, un chiffre en hausse de 2 points par rapport à 2024.

Enfin, les Français souhaitent également agir sur les conditions d'exercice des professionnels de santé. Le développement de solutions permettant de soulager les médecins de certaines tâches administratives est ainsi plébiscité par 95 % des Français (dont 69 % jugent cette mesure prioritaire).

Neuf Français sur dix jugent également importante l'augmentation des salaires à l'hôpital et l'incitation à assurer la permanence des soins ; pour 51 % à 59 %, il s'agit même d'une priorité. Ces résultats sont proches de ceux observés en 2024 (60 % de mesures jugées « prioritaires » en moyenne, soit +1 point), preuve de la stabilité des attentes en matière de conditions de travail.

Les 65 ans et plus y sont particulièrement sensibles : 65 % d'entre eux considèrent qu'il est prioritaire de revoir la façon d'exercer la médecine, soit 5 points de plus que la moyenne nationale.

## **II. Le déficit de la Sécurité sociale est vécu comme une menace existentielle et les Français rejettent l'austérité et les hausses de cotisations : ils veulent une refonte du système**

### **1. La confiance dans la Sécurité sociale vacille et les Français expriment une grande inquiétude pour l'avenir de celle-ci**

Le diagnostic est sans appel : 84 % des Français estiment que le déficit de la Sécurité sociale met en danger son avenir, soit une hausse de 6 points en un an. Quatre Français sur dix déclarent même que ce déficit menace « tout à fait » l'avenir de la Sécurité sociale, un chiffre en forte progression (+7 points). Jamais l'inquiétude n'avait atteint un tel niveau : en deux ans, la part des Français considérant que le déficit peut remettre en cause l'avenir du système a bondi de 16 points, atteignant un record de 84 % en 2025. Cette évolution traduit une dégradation rapide et continue de la confiance dans la Sécurité sociale, ainsi qu'une montée constante de l'inquiétude. L'angoisse est particulièrement marquée en Bretagne (90 %), en Île-de-France (88 %), en Provence-Alpes-Côte d'Azur (88 %) et en Bourgogne-Franche-Comté (86 %).

Par ailleurs, 90 % des Français anticipent une dégradation des remboursements dans les années à venir, une inquiétude massive qui traverse toutes les générations, en hausse de 7 points en un an. Cette perception est particulièrement forte chez les seniors (95 %), population très concernée, mais elle touche aussi les jeunes : 8 Français sur 10 âgés de 18 à 25 ans partagent cette crainte.

Près de la moitié des Français (45 %) estiment même que les soins seront « nettement moins bien » remboursés à l’avenir, soit une hausse de 9 points.

## 2. Pour réduire le déficit, les Français veulent une refonte du système de santé

Face au déficit de la Sécurité sociale, les solutions budgétaires classiques ne convainquent pas : seuls 6 % des Français considèrent qu’une augmentation des recettes serait le moyen le plus efficace de réduire le déficit (-5 points en un an), et 21 % optent pour une réduction des dépenses.

À rebours de cette logique comptable, 72 % des Français plébiscitent une réorganisation du système de santé, un résultat en hausse de 4 points en un an. Cette attente de transformation structurelle s’impose comme la solution jugée la plus pertinente par près de trois quarts des Français.

En moyenne, 87 % des Français jugent « important » de mettre en œuvre les actions proposées pour réorganiser le système, dont près de 6 sur 10 (57 %) estiment qu’elles devraient être « prioritaires ». Une fois encore, les seniors sont plus exigeants : 62 % jugent ces mesures prioritaires, soit 5 points de plus que la moyenne. La mesure la plus consensuelle reste la lutte contre la fraude, jugée importante par 94 % des Français, dont plus de 8 sur 10 la considèrent comme « prioritaire ». Viennent ensuite la volonté d’une meilleure organisation de l’offre de soins (coopérations entre professionnels de santé, articulation entre médecine de ville et hôpital, permanence des soins...) (93 %), ainsi qu’un meilleur contrôle de la prise en charge des soins pour renforcer l’efficacité des dépenses (92 %). Autres mesures massivement soutenues : une meilleure adaptation des remboursements aux besoins de santé de chacun, et le développement d’actions de prévention pour limiter l’apparition des problèmes de santé physique ou mentale — chacune est jugée importante par 9 Français sur 10. La moitié des Français jugent également prioritaire de renforcer le partage des données entre professionnels de santé et patients pour améliorer le suivi (85 % jugent cette action importante).

Enfin, bien que légèrement en retrait, le développement des soins et de l’accompagnement via des outils numériques (télémedecine, consultations à distance...) est perçu comme important par deux tiers des Français, même si l’adhésion est moindre comparée aux autres solutions envisagées.

### III. Vieillesse et dépendance : un sentiment d’abandon face à une urgence croissante

#### 1. Les deux tiers des Français se sentent concernés par la prise en charge du vieillissement, un sentiment en nette hausse ces dernières années

Aujourd’hui, 66 % des Français se sentent personnellement concernés par la prise en charge du vieillissement, soit une hausse de 9 points en huit ans et de 7 points en six ans. Ce sentiment s’intensifie logiquement avec l’âge : 76 % des 50-64 ans se disent concernés, un

chiffre qui grimpe à 84 % chez les 65 ans et plus. C'est en Provence-Alpes-Côte d'Azur (72 %), dans le Grand Est (71 %), dans les Hauts-de-France et en Nouvelle-Aquitaine (70 % chacune) que les habitants se sentent le plus concernés. Mais ce sentiment est majoritaire dans toutes les régions, preuve que l'enjeu est désormais perçu comme national.

## **2. Une perception négative de la prise en charge de la perte d'autonomie, jugée insatisfaisante par deux tiers des Français**

L'insatisfaction progresse nettement et les Français portent un regard de plus en plus sévère sur la manière dont est aujourd'hui assurée la prise en charge de la perte d'autonomie liée à l'âge : en moyenne, 67 % la jugent « insatisfaisante ». Le constat est particulièrement critique pour les personnes en situation de fragilité mentale (70 %), les personnes âgées (68 %), les personnes en situation de handicap (67 %) ou de fragilité sociale (63 %).

Les personnes les plus concernées expriment les jugements les plus sévères : 70 % des plus de 65 ans jugent insatisfaisante la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées. De même, 68 % des Français dont le revenu net mensuel du foyer est inférieur à 1 500 € jugent négative la prise en charge des personnes en situation de fragilité sociale.

Cette insatisfaction ne cesse d'augmenter : entre 2017 et aujourd'hui, elle est passée de 61 % à 68 % pour les personnes âgées, de 65 % à 70 % pour les personnes en situation de fragilité mentale, et de 63 % à 67 % pour les personnes en situation de handicap. Jamais le niveau d'insatisfaction n'a été aussi élevé.

## **3. Un attachement croissant au domicile : rester chez soi et adapter son logement, une solution qui reste largement privilégiée face à la perte d'autonomie**

La préférence est nette : en cas de perte d'autonomie, 65 % des Français déclarent vouloir rester chez eux en adaptant leur logement, un chiffre en hausse de 14 points depuis 2017 et de 4 points en un an. Cette option l'emporte très largement sur les autres : seuls 9 % envisageraient d'intégrer un établissement spécialisé (-6 points depuis 2017), et 25 % préféreraient une solution mixte, alternant présence à domicile et séjours ponctuels en établissement.

Les 65 ans et plus sont encore plus nombreux à privilégier le maintien à domicile : 70 % souhaitent adapter leur logement, soit 5 points de plus que la moyenne nationale. Ce souhait est particulièrement marqué en Île-de-France (71 %) et en Normandie (70 %), mais il s'exprime aussi fortement dans les zones rurales, où 70 % des habitants affirment vouloir rester chez eux en cas de perte d'autonomie.

## **4. Toutes les propositions testées pour améliorer la prise en charge des personnes en situation de perte d'autonomie sont plébiscitées par les Français, avec en tête l'accompagnement des aidants et le maintien des personnes touchées à leur domicile**

Pour améliorer la prise en charge des personnes en situation de perte d'autonomie, les Français approuvent l'ensemble des propositions testées dans l'étude : en moyenne, 89 % des Français les trouvent importantes, dont 55 % qui les estiment même « prioritaires ». Particulièrement touchés par ces enjeux, les plus de 65 ans sont encore plus nombreux à soutenir ces solutions : 59 % en moyenne les jugent prioritaires.

Conscients du rôle crucial des aidants, les Français plébiscitent en premier lieu le fait « d'améliorer l'accompagnement des personnes aidantes » : cette solution est jugée importante par la quasi-totalité des Français (95 %), et « tout à fait prioritaire » par 68 % d'entre eux. 93 % estiment aussi qu'il faudrait « développer les aides pour ceux et celles qui soutiennent les personnes en situation de perte d'autonomie ».

Ils sont tout aussi nombreux à approuver l'idée de « maintenir les personnes en situation de perte d'autonomie chez elles le plus longtemps possible » (94 % « importante »), qui est d'ailleurs la proposition la plus prioritaire aux yeux des Français (73 %, +2 points depuis 2024). Les autres solutions testées, relatives à l'accompagnement, à la prévention, aux structures d'accueil et aux actions des acteurs complémentaires, sont jugées importantes par au moins trois quarts des Français.

**5. En parallèle, 34 % des Français ont souscrit ou envisagent de souscrire un contrat de couverture dépendance, un score en progression (+4 pts) qui témoigne de la prise de conscience du risque**

Face au risque de perte d'autonomie, les Français sont de plus en plus nombreux à vouloir s'assurer : aujourd'hui, un tiers de nos concitoyens ont souscrit ou envisagent de souscrire un contrat couvrant le risque de perte d'autonomie (34 % : 8 % l'ont fait, 26 % l'envisagent), une proportion qui atteint 38 % chez les 50-64 ans et 30 % chez les plus de 65 ans. Au global, on note une hausse de 4 points en un an, témoignant de la prise de conscience du risque que représente la perte d'autonomie. Et la part des Français ayant souscrit ou envisageant de souscrire un tel contrat pour leurs ascendants, en prévision de leur rôle d'aidant, augmente elle aussi : 24 % (3 % l'ont fait, 21 % l'envisagent), soit une progression de 7 points en un an. Bien qu'en nette progression, l'intérêt pour ce type de contrats demeure encore limité au regard des 66 % de Français se disant personnellement concernés par la perte d'autonomie. Ce décalage souligne l'importance de poursuivre les efforts d'information et de pédagogie sur l'existence et les bénéfices de ces dispositifs

#### **IV. Prévention : l'alimentation, champ de bataille essentiel de la santé publique**

- 1. 87 % des Français se disent inquiets de la qualité de l'alimentation pour leur santé, soit une hausse de 6 points en un an. Les autres risques environnementaux progressent aussi : pesticides, pollution, bruit, changement climatique...**

La prévention est jugée essentielle par les Français, qui sont de plus en plus inquiets face aux risques pouvant peser sur leur santé. En particulier, 87 % se soucient de la qualité des aliments, avec même plus d'une personne sur deux (52 %) qui s'en inquiète beaucoup. La qualité de l'eau du robinet est également source de préoccupation : 77 % des Français s'en inquiètent. Ils s'alarment aussi face aux risques environnementaux, notamment les pesticides (82 %), le changement climatique (80 %) et la pollution des sols (79 %). Au global, les 8 risques testés dans l'étude suscitent tous des taux d'inquiétude majoritaires, avec une inquiétude moyenne de 72 %, soit 6 points de plus que l'année dernière. L'inquiétude augmente pour chacun d'entre eux, avec de nettes progressions concernant les pesticides, la qualité de l'eau du robinet et la pollution des sols (+7 points), ainsi que la qualité des aliments et les ondes électromagnétiques (+6 points).

On observe par ailleurs que les femmes sont systématiquement plus inquiètes que les hommes pour leur santé, avec un écart allant de 3 à 12 points selon les risques. Elles sont, par exemple, 89 % à se soucier de la qualité des aliments, contre 85 % des hommes, et 57 % à s'inquiéter des ondes électromagnétiques, contre 45 % des hommes.

## **2. L'alimentation est également en tête des sujets jugés prioritaires en matière de prévention (37 %) devant le « bien vieillir » (31 %) et l'activité physique (30 %)**

En phase avec leurs inquiétudes, les Français placent l'alimentation en tête des thématiques jugées prioritaires en matière de prévention santé (37 %), devant le « bien vieillir » (31 %, 42 % chez les 65 ans et plus, qui la placent en première position) et l'activité physique (30 %). Au pied du podium (27 %), la santé mentale s'impose comme un enjeu de plus en plus important : +4 points en un an, et première thématique chez les 18-24 ans (45 %, +4 points). Les addictions (à l'alcool, au tabac, aux drogues ou aux écrans) sont jugées tout aussi importantes (26 %), et, comme pour la santé mentale, c'est un sujet dont les jeunes se préoccupent davantage (34 %, en 2<sup>e</sup> position). La santé au travail (20 %) et le lien entre santé et environnement (19 %) sont cités par un Français sur cinq, tandis que la mortalité infantile ferme le classement (5 %).

Par ailleurs, l'importance que les Français accordent à la prévention s'explique par une prise de conscience largement répandue : 72 % déclarent avoir déjà été sensibilisés à la prévention santé et à la nécessité de modifier certains comportements pour préserver leur santé, ce qui témoigne d'un bon niveau d'information et de sensibilisation sur ces enjeux.

## **V. Les Français prêts à partager leurs données de santé... mais uniquement avec des acteurs de confiance**

- 1. L'adhésion au partage de données de santé progresse : 86 % des Français estiment que ces données peuvent être utiles (+14 points depuis 2017) et 72 % accepteraient de partager les leurs**

Les Français en sont de plus en plus convaincus : les données de santé des citoyens et patients, comme le poids, la taille, les résultats d'analyses, sont importantes pour faire avancer la recherche médicale et améliorer la santé de tous. 86 % sont d'accord avec cette idée, un score en nette progression depuis 2017 (+14 points). C'est en Île-de-France que l'on trouve le plus de convaincus, avec 90 % d'adhésion, et même 56 % de forte adhésion (contre 33 % au global). Presque un Français sur deux a d'ailleurs déjà partagé des données liées à sa santé ou à celle de sa famille avec un professionnel ou un organisme en dehors du cadre d'une consultation médicale (44 %), en particulier les jeunes : 48 % des 18-24 ans et 49 % des 25-34 ans. C'est notamment en Nouvelle-Aquitaine (49 %), en Occitanie (48 %), dans les Hauts-de-France (46 %) et en Bourgogne-Franche-Comté (46 %) que le partage est le plus répandu, tandis qu'il reste plus limité en Île-de-France (34 %), alors même que les Franciliens sont les premiers à reconnaître l'utilité des données de santé (une progression est donc possible). Le partage des données de santé a d'ailleurs des chances d'augmenter dans les prochaines années, car près des trois quarts de nos concitoyens affirment être prêts à le faire.

## **2. Cette ouverture au partage des données est cependant conditionnée aux acteurs qui pourraient les traiter, car les Français sont bien conscients des risques**

Les Français ne sont pas prêts à partager leurs données avec n'importe qui... Interrogés sur les organismes et institutions en qui ils auraient confiance pour traiter leurs données de santé, ils expriment des niveaux de confiance et de méfiance très variables selon les acteurs. Ils sont ainsi très nombreux, et de plus en plus, à faire confiance à leurs soignants : 93 % font confiance à leurs médecins (+5 points depuis 2015) et 83 % aux hôpitaux (+5 points). Ils font aussi confiance à la Sécurité sociale (71 %, +7 points) et, dans une moindre mesure, aux mutuelles (58 %). Les autres acteurs testés suscitent des niveaux de méfiance majoritaires : 60 % n'ont pas confiance dans les pouvoirs publics (hors Sécurité sociale), 65 % dans l'industrie pharmaceutique, et une écrasante majorité de 88 % dans les entreprises des nouvelles technologies.

## **VI. Les questions de santé jugées prioritaires... mais absentes du débat politique**

### **1. Accès à un médecin, questions de financement et de coûts de la santé, prévention... : tous les sujets santé sont jugés prioritaires par les Français**

Les questions de santé sont cruciales pour les Français, qui identifient de nombreux chantiers pour l'avenir de la santé en France. Ils sont une majorité à approuver les 9 grandes priorités de santé testées dans l'étude : chacun des sujets est jugé « important » par au moins 95 % des Français, et « prioritaire » par au moins la moitié d'entre eux.

C'est la facilitation de l'accès aux médecins qui arrive en tête, avec 89 % des Français qui estiment qu'il s'agit d'un sujet prioritaire, suivie par l'accès aux hôpitaux (83 %). En troisième position, on retrouve le financement de la recherche, jugé prioritaire par les deux tiers des Français (68 %).

Le coût des soins est aussi un sujet majeur : 66 % de nos concitoyens estiment qu'il est prioritaire d'améliorer le niveau de remboursement des soins par la Sécurité sociale, les assurances complémentaires et les mutuelles, et 60 % considèrent qu'il faudrait baisser le coût de ces assurances complémentaires.

Les Français ont également conscience que l'accès à la santé n'est pas le même pour tous : 62 % affirment qu'il est prioritaire de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé, une proportion qui atteint 70 % auprès des membres des foyers les plus modestes. Comme vu précédemment, les Français accordent aussi une place importante à la prévention et aux bons comportements : 60 % jugent prioritaire de renforcer la prévention à tous les âges, et 56 % de lutter contre les comportements nocifs tels que le tabagisme ou l'alcoolisme.

**2. Malgré l'importance des enjeux santé à leurs yeux, les Français regrettent leur invisibilité dans le débat public : 64 % estiment que les questions de santé sont rarement ou jamais évoquées dans les campagnes électorales**

Le décalage est criant entre les attentes citoyennes et les agendas politiques : près des deux tiers des Français estiment que les questions de santé sont rarement ou jamais évoquées dans les campagnes électorales (64 %), et seuls 4 % jugent qu'elles sont « systématiquement » abordées, un constat particulièrement frappant au regard de l'importance qu'ils accordent eux-mêmes à ces enjeux.

Plus touchés par des problèmes de santé, les seniors sont d'autant plus nombreux à souligner l'invisibilité de ces sujets : 71 % des 65 ans et plus jugent qu'ils sont rarement ou jamais évoqués.